

## ETAT DE GUERRE : LES CAPITALISTES À LA CAISSE – LES GUEUX CONFINÉS POUR ÉVITER TOUTE RÉVOLTE

Macron nous la joue Père de la Nation. En fait il fait payer au peuple ses choix politiques et financiers en faveur des riches, des multinationales et des libéraux de l'Union Européenne.

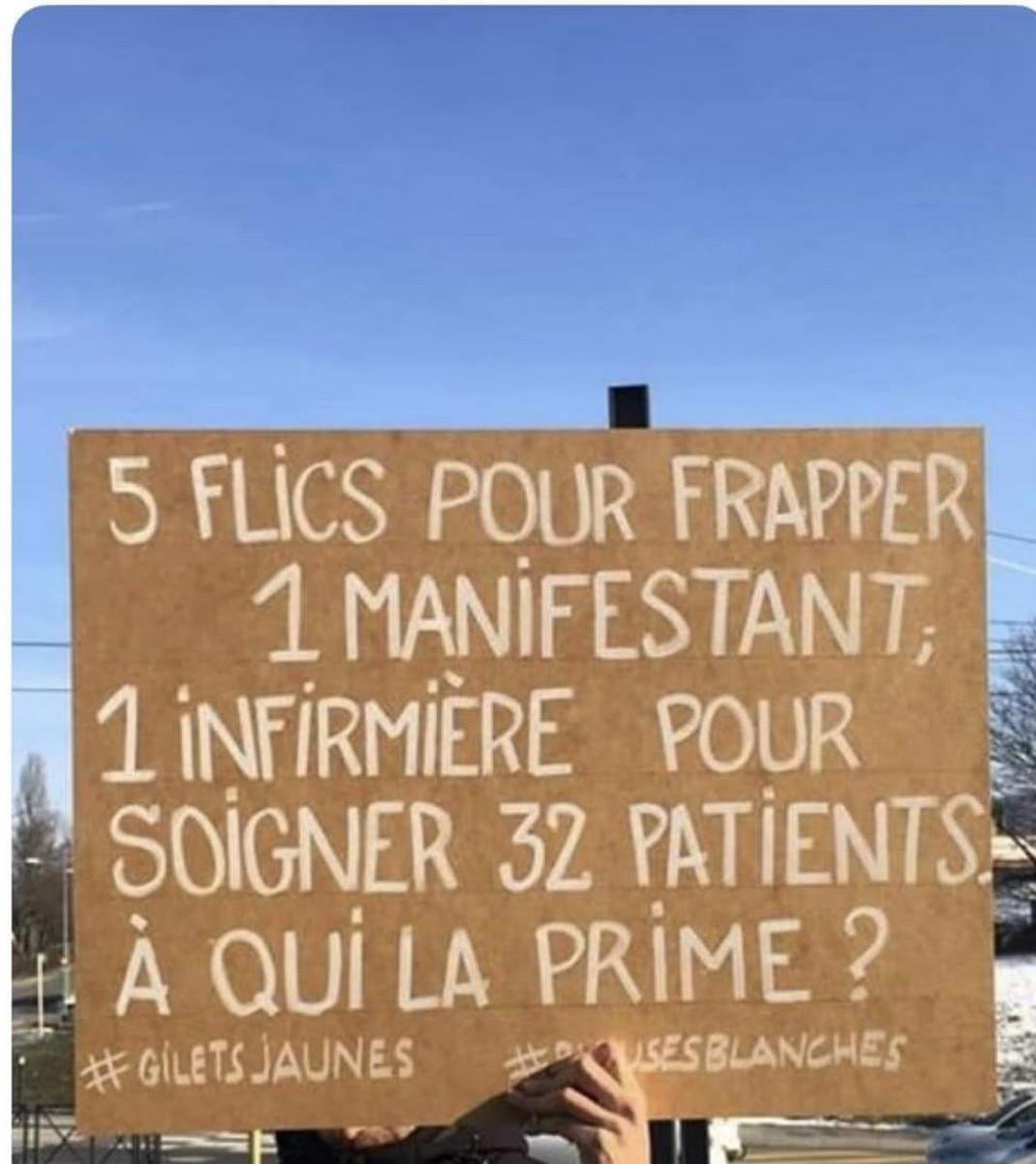
C'est comme pour les dernières guerres mondiales. Le peuple à la boucherie capitaliste ; et les puissants planqués derrière leur magot à protéger. A n'importe quel prix. Donc, Macron, apprenti maoïste (il a dû prendre des leçons à son grand ami Cohn-Bendit), s'essaie à l'enfermement du peuple, en invoquant sa protection.

Avec une Union Sacrée, qui musèle les oppositions. Mais réveillez-vous, les « insoumis » ! Pourquoi et surtout pour qui, accepter cet enfermement du peuple, qui ne profite qu'à Macron et ses sbires ? Certainement pas pour empêcher la propagation du virus, qui a largement eu le temps de diffuser. Virus qui ne serait pas aussi mortel pour les populations les plus fragiles, si le même Macron et sa clique n'avaient pas mis à mal le système de protection sociale française, l'hôpital public et ses soignants. Macron qui a les yeux de Chimène (bravo, Brigitte, pour les cours de théâtre) pour les personnels de la santé, qu'il feint de cajoler alors que quelques jours plus tôt, il leur envoyait Castaner et sa police d'Etat, pour mater toute contestation ; et que sa ministre de la santé Buzyn appliquait une x<sup>ième</sup> réforme de l'hôpital public pour favoriser les cliniques privée (Buzyn, c'est quel tarif pour désertion du poste en cas de guerre ?), tout en limitant les remboursements de la sécurité sociale (les remboursements à 100%, c'est « de la pipe » (dixit Macron), car ce sont les mutuelles – et l'augmentation de leur tarif – qui financent l'écart avec le barème).

Une illustration vaut mieux que de longs discours (voir page suivante).

Et s'il n'y avait que cela ; car le même Macron nous a abreuvé jusqu'à plus soif de discours où il invoquait les contraintes budgétaires (je ne peux pas car il n'y a pas d'argent – refrain bien connu), la compétitivité, pour refuser :

- un petit milliard d'euros pour les urgentistes ... dont le peuple a bien besoin, et pas seulement actuellement ; et un budget de la protection sociale en légère hausse, qui aurait permis d'acheter des équipements respiratoires, mais aussi des masques ... Masques qui font bien défaut, y compris pour le personnel hospitalier. Cette « pénurie » est une honte. Sans oublier tous les braves gens qui se déplacent, les salariés qui continuent à travailler (tout le monde ne peut pas bénéficier du télétravail, n'est-ce pas, les Bac +++ du gouvernement et des parlements ?) ... Car ce sont les braves gens qui « crèvent à la guerre » ; et on nous a déjà prévenu : les soignants devront faire de choix de soigner ou pas, en fonction des pénuries ... On n'y peut rien, n'est-ce pas ?



- les 15 milliards d'euros pour l'aménagement de nos retraites par répartition. Avec de petit recul mesquin en petit recul mesquin un texte – critiqué par le Conseil d'Etat – qui n'a plus aucun contenu universel, mais qui permet aux fonds de pension et aux assurances de saliver d'avance pour confisquer vos petites économies accumulées toute une vie. Comme les français auront une retraite réduite, ils seront bien obligés (comme avec les mutuelles pour l'assurance maladie) de substituer à la solidarité nationale de la répartition un égoïsme individuel consacrant une partie de leur revenu en assurances pour la fin de vie. Avec le fol espoir qu'une crise financière ne mettra pas tout à terre, comme actuellement. Bravo aux économistes du pouvoir (socialiste ou macronien, les Piketty et consorts qui ont vanté le système « universel »). Sans oublier, nous allons y revenir, les spécialistes patentés « médias » qui vantaient encore en février 2020 la très bonne santé financière de notre monde globalisé et financiarisé à ne plus savoir qu'en faire, comme l'ineffable Philippe Dessertine, directeur autoproclamé (de longue date, à Nanterre) de l'Institut de Haute Finance (allez, les gueuses et les gueux, regarder les émissions où il vante le système capitaliste et où il péroré quelque temps plus tard le contraire ; c'est édifiant).

Mais comme l'idéologie libérale ne peut pas tout ...

Alors, c'est la répression, comme d'habitude. Face aux réticences des français envers la parole de Macron, Castaner et son préfet de Paris nous menacent de lourdes amendes. En même temps, à la télé, les policiers qui sont censés faire respecter la loi n'ont même pas de masque de protection pour avertir les citoyens. Mais ces policiers ne sont pas les CRS et les « Braves » du sieur Lallement, qui eux, ont eu les moyens pour éborgner les contestataires gilets jaunes et syndicalistes. Allons-nous bientôt devoir se saluer de loin avec le petit livre « brun » que Macron va éditer pour nous apprendre les bonnes conduites ? Afin d'éviter la contagion ? Allez les gueuses et les gueux. Nous sommes en temps de guerre, et il faut que vous montriez « patte blanche », avec votre questionnaire de déplacement fourni par la police d'Etat (même pas gratuitement) à remplir impérativement. Résistance. Partez loin. Mais pas vers les frontières proches des paradis fiscaux. Une information d'un honorable correspondant du Nord m'indiquait que ce mardi matin 17 mars l'Armée française patrouillait sur les chemins vicinaux qui mènent à Néchin (Estaimpuis) ; ce n'était probablement pas pour nous protéger de l'invasion des belges. Mais les grandes fortunes sont là ... Seraient-elles inquiètes de quelque chose ? Car même si Macron musèle la France pour l'instant, en créant avec les médias aux ordres un climat de peur, ceci ne pourra pas durer éternellement. Et il faudra lui présenter la facture !!!

Pas celle en faveur des riches qu'il se prépare déjà à nous faire payer avec les mesures signalées ci-dessous. Mais bel et bien la facture qui le concerne, lui et toute sa clique. Car rien ne sera plus comme avant cette crise. Les impérities criminelles (à la lueur du bilan de mortalité déjà bien lourd à ce jour) de Macron ne peuvent être gommées par les mesures prises en catastrophe pour nous

faire porter le chapeau. L'OMS avait déjà déclaré dès le jeudi 20 janvier 2020 que l'épidémie de coronavirus, apparue dans la ville de Wuhan en Chine, constituait une urgence sanitaire mondiale. Qu'ont-ils fait alors ? Ils étaient trop occupés à nous faire avaler de force une réforme des retraites qu'une grande majorité de français ne voulait pas. Ils ont permis l'arrivée de milliers de supporters italiens à Lyon alors que l'Italie était déjà largement affectée par le virus (mais on doit faire plaisir aux footeux !). Ils ont maintenu les élections municipales tellement ils avaient la trouille qu'on les accuse de reculer devant une débâcle annoncée de la REM ! Ils ont leur débâcle. Et les français ne les croient plus.

Et tous ces cadors de l'économie, de la finance, de la bonne gouvernance libérale, du mondialisme assumé en faveur des riches, d'une Union Européenne soumise aux intérêts des groupes multinationaux ... Quid de leur suffisance face à la crise qui est bien là, pour toutes les économies.

Crise que nous avons annoncée fin 2018 dans notre ouvrage sur « L'impérialisme du XXI<sup>ème</sup> siècle – le crépuscule du dieu capital ».

Cette crise est d'abord financière et boursière. Les données page suivante montre l'ampleur des dégâts.

Nous ne reviendrons pas sur les arguments de notre dernier article concernant le poids de la Chine dans l'économie mondiale, qui aurait déjà pu alerter les économistes sérieux. Mais l'affaire est d'une ampleur bien plus sérieuse, lorsque l'on envisage :

- le différentiel des pertes de valeur en bourse : hier soir (mais ça ne devrait pas s'arranger de manière significative aujourd'hui), les établissements bancaires et les compagnies d'assurance affichaient des pertes (par rapport au début d'année 2020) de 21% (Berkshire, dont le dirigeant emblématique Buffet indiquait que sa classe – les riches – avait gagné « la lutte des classes » ; il va pouvoir se consoler avec Bill Gates, lors d'un prochain directoire de son groupe), de 19% (Visa), de 25% (JP Morgan), de 21% (Mastercard), de 25% (Bank of America), de 43% (Wells Fargo), de 48% (Citigroup), de 18% (Royal Bank of Canada), de 39% (Allianz), de 26% (Morgan Stanley), de 37% (US Bancorp), de 35% (Chubb), de 32% (Zurich Insurance Group), de 48% (BNP-Paribas), de 46% (Banco Santander), de 46% (Axa), de 39% (UB Suisse), de 53% (Société Générale), de 53% (Crédit Agricole), de 29% (Deutsche Bank) ...

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le système financier mondial (officiel) est mal en point, malgré toutes les réformes (Bâle ...). Il faut dire que les banquiers avaient déjà demandé des aménagements pour mieux gérer leurs critères « crash-test » ; pas de problème, avec le résultat actuel.

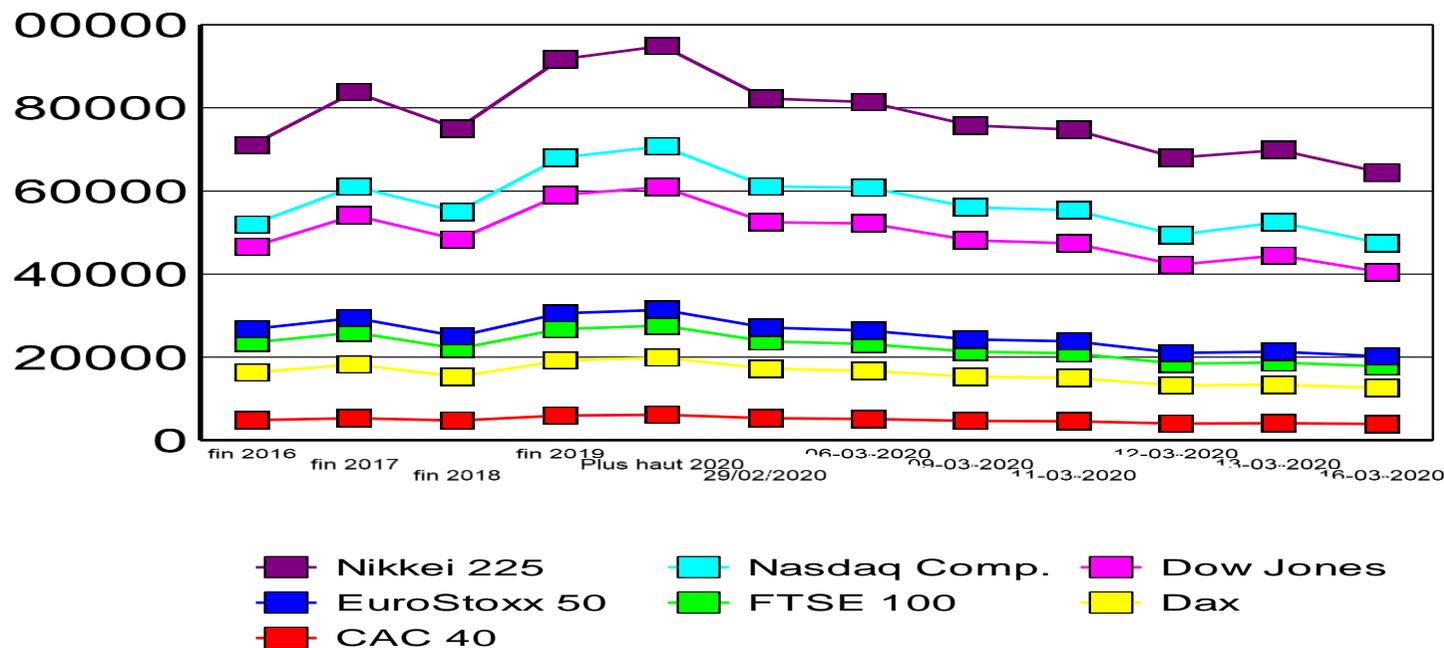
Quant aux sociétés de gestion, notamment des fonds de pension (voir notre ouvrage cité), l'optimisme n'est pas de rigueur : Black Rock a ainsi perdu près de 29% de valeur depuis le début de l'année ; T. Rowe Price près de 12%, New York Mellon 32%, State Street Corp près de 40%.

- la déconfiture de certains secteurs : aéronautique, voyages, loisirs, luxe, habillement, pétrole ...

Voilà le résultat d'une économie mondialisée, sous la coupe de multinationales, imbriquées les unes aux autres.

En d'autres termes, le coronavirus est le facteur déclencheur de la crise de suraccumulation qui sévissait dans l'économie mondiale, et qui se caractérisait par des écarts de plus en plus importants entre les valeurs réelles des groupes et leurs valeurs boursières.

### Evolution des indices boursiers



	fin 2016	fin 2017	fin 2018	fin 2019	Plus haut 2020	29/02/2020	06-03-2020	09-03-2020	11-03-2020	12-03-2020	13-03-2020	16-03-2020
CAC 40	4 862	5 312	4 731	5 978	6 111	5 310	5 139	4 708	4 610	4 044	4 118	3 881
Dax	11 481	12 918	10 559	13 249	13 789	11 890	11 542	10 625	10 439	9 161	9 232	8 742
FTSE 100	7 143	7 688	6 728	7 542	7 675	6 581	6 463	5 966	5 877	5 237	5 366	5 151
EuroStoxx 50	3 291	3 504	3 001	3 745	3 865	3 329	3 232	2 959	2 906	2 545	2 586	2 450
Dow Jones	19 763	24 719	23 327	28 538	29 551	25 409	25 865	23 851	23 553	21 201	23 186	20 189
Nasdaq Comp.	5 383	6 903	6 635	8 973	9 817	8 567	8 530	7 948	8 006	7 264	7 995	7 020
Nikkei 225	19 114	22 765	20 015	23 657	24 084	21 143	20 690	19 699	19 416	18 560	17 431	17 002

Par suite, sauve qui peut général. Les Etats sont à nouveau appelés à la rescousse d'un capitalisme à l'agonie. Macron a déjà promis 45 milliards d'euros (mais ce n'est qu'un début). Trump, le défenseur acharné de l'économie de marché, a déjà enclenché un chèque de 500 milliards de \$ pour soutenir le marché monétaire, et 850 milliards de \$ supplémentaire pour un plan visant à protéger (comme Macron) les entreprises de la faillite !

Mais où vont-ils chercher tous ces milliards ? Au paradis fiscal de la finance mondiale ?

Bien évidemment non. Dans mes poches et dans vos poches. Le ministre de l'économie a déjà indiqué la recette pour l'indemnisation du chômage partiel. Les entreprises « paient le chômage partiel » des personnels qui sont dans l'incapacité de venir au travail suite à « l'état de guerre » décrété par Macron. Mais ce coût sera intégralement remboursé par l'Etat ensuite ... donc, par nos (vos) impôts. Comme en 2008, Macron nous prépare – comme je l'indiquais ci-dessus – la facture à payer. Avec à la clé des sacrifices ... mais pas pour ses amis riches, qui se planquent en attendant que l'orage passe ! Allons-nous comme en 2008 « gober » tout cela ?

A nous de faire en sorte que ce soit lui qui paie la facture ; et que l'orage ne passe pas. Si au moins nous avons une véritable opposition ... Même les « insoumis » se sont soumis à l'état de guerre. Comme en 14 ! Pour le plus grand intérêt de qui ?

Ce sont les français qui vont donc jouer le dernier acte, quand la crise sanitaire sera derrière nous. La facture, c'est aux gueuses et aux gueux de la présenter, pour le prix de nos sacrifices, de notre sueur, de nos larmes et de notre sang. Nous avons assez donné depuis des décennies. Assez, c'est Assez. Et tant pis pour les partis politiques qui n'ont pas compris.

B. Boussemart – 17 mars 2020